



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2004/L.81
15 avril 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixantième session
Point 15 de l'ordre du jour

QUESTIONS AUTOCHTONES

Cuba: projet de résolution

**2004/... Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission
de la promotion et de la protection des droits de l'homme**

La Commission des droits de l'homme,

Prenant note de la résolution 1982/34, en date du 7 mai 1982, du Conseil économique et social, dans laquelle celui-ci a autorisé la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, anciennement appelée la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à constituer annuellement un groupe de travail sur les populations autochtones chargé de passer en revue les faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones en accordant une attention particulière à l'évolution des normes concernant les droits des populations autochtones,

Prenant note de la résolution 2003/29, du 14 avril 2003, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et du rapport du Groupe de travail sur les populations autochtones sur les travaux de sa vingt et unième session (E/CN.4/Sub.2/2003/22), en particulier de son programme de travail,

Considérant que conformément à la décision 2003/307, en date du 25 juillet 2003, du Conseil économique et social, celui-ci procédera, à sa session de fond de 2004, à l'examen de tous les mécanismes, procédures et programmes existant dans le système des Nations Unies en matière de questions autochtones, notamment le Groupe de travail sur les populations autochtones prévu au paragraphe 8 de sa décision 2000/22, en date du 28 juillet 2000,

Rappelant sa résolution 2003/55, du 24 avril 2003, dans laquelle elle a souscrit aux recommandations formulées par la Sous-Commission dans ses résolutions 2002/17 et 2002/21, du 14 août 2002,

Réaffirmant la nécessité urgente de reconnaître, promouvoir et protéger plus efficacement les droits de l'homme et les libertés fondamentales des autochtones et l'importance du rôle que doivent jouer dans ce domaine tous les mécanismes existant au sein du système des Nations Unies dont le mandat comprend un examen des questions autochtones,

Encouragée par l'engagement renouvelé et l'intérêt croissant de la communauté internationale à l'égard de la protection intégrale et effective des droits fondamentaux des autochtones,

Considérant la nécessité de maintenir le Groupe de travail en activité eu égard au mandat qui lui a été confié, qui est distinct de celui de l'Instance permanente et de celui du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones,

Convaincue de la nécessité de continuer d'étudier les moyens de promouvoir et de renforcer encore la coopération déjà établie entre le Groupe de travail, l'Instance permanente et le Rapporteur spécial, étant donné que leurs mandats sont complémentaires et ne donnent lieu à aucun chevauchement d'activités,

1. *Réaffirme* la recommandation qu'elle avait faite au Conseil économique et social dans sa résolution 2003/55, lui demandant de tenir dûment compte de la teneur de cette résolution lorsqu'il procéderait à l'examen de tous les mécanismes, procédures et programmes existant dans le système des Nations Unies en matière de questions autochtones, prescrit au paragraphe 8 de la résolution 2000/22 du Conseil en date du 28 juillet 2000;

2. *Recommande* au Conseil économique et social de tenir dûment compte de la teneur de la présente résolution quand il procédera à cet examen, à sa session de fond de 2004, conformément à sa décision 2003/307.
